



UN1TÉ

Lu Pour Vous

franceinfo: Dimanche 26 janvier 2025

La question de l'immigration clandestine à Mayotte revient au cœur du débat public

L'immigration nécrose Mayotte", estime le ministre des Outre-mer Manuel Valls dans un entretien à Ouest France. Alors qu'une partie des radars du département a été endommagée par le cyclone Chido, le gouvernement durcit le ton, sous pression de la droite et du syndicat de policiers UN1TÉ.

Les élèves mahorais font leur rentrée à partir de ce lundi 27 janvier, après une semaine marquée par des tensions autour de l'occupation des établissements scolaires par des migrants. Manuel Valls, le ministre des Outre-mer, a durci son discours sur la question dans un entretien publié par Ouest-France ce samedi soir. "L'immigration nécrose Mayotte. C'est un terme qui est dur mais qui reflète la réalité que personne ne peut ignorer", estime l'ancien Premier ministre, alors que l'absence de cette thématique dans la loi d'urgence a été très critiquée.

Un objectif de 10.000 reconduites supplémentaire

"50% de la population de Mayotte est étrangère dont une majorité en situation irrégulière. Cela pèse sur tous les aspects de la vie quotidienne de nos compatriotes", ajoute le ministre. Il plaide "pour un rapport très ferme avec les Comores", alors que le président Azali Assoumani a annoncé dans un entretien à France 24 le 15 janvier qu'il n'accueillerait pas les ressortissants comoriens expulsés de Mayotte. Autre axe : rétablir les radars endommagés par le cyclone Chido.

...



Le syndicat UN1TÉ attendu ce lundi à Mayotte

Si le ministre des Outre-mer doit se rendre à Mayotte le jeudi 30 et vendredi 31 janvier, **il sera devancé ce lundi par UN1TÉ, anciennement Unité-SGP Police-FO. Le syndicat de policiers a publié ce samedi sur le réseau social X une vidéo montrant une intervention en mer pour intercepter un navire de migrants. "Le bateau intercepteur PAF est attaqué par les passeurs et passagers d'un énième kwassa en provenance des Comores", commente le compte, la vidéo se concluant par une photo de la vitre lourdement endommagée**

de l'intercepteur. "Merci à nos collègues qui luttent sans relâche tout en étant moins bien payés qu'ils ne devraient l'être."

Partageant la vidéo, la secrétaire nationale du syndicat Linda Kebbab annonce qu'elle parlera "bientôt des trafics de documents qui permettent (aux migrants) de percevoir des centaines de milliers d'euros de prestations sociales ensuite." La question de l'accès à la nationalité sera également à nouveau sur les bancs de l'Assemblée nationale.

Une loi pour restreindre le droit du sol

Les élus Les Républicains vont consacrer leur niché parlementaire, leur laissant la liberté sur l'ordre du jour, pour faire examiner une proposition de loi imposant de nouvelles restrictions au droit du sol à Mayotte. Le texte propose d'élargir la condition de présence aux deux parents et d'étendre la durée de présence obligatoire à un an. La mesure avait déjà été votée mais censurée de la loi immigration en janvier 2024, considérée comme un cavalier législatif.

Raphaël Cann